

Agrandir la démocratie

**Le rôle et les travaux
du Cese
pour une participation
active de tous les acteurs
de la société aux débats
qui les concernent.**

Thierry Beaudet
Président du Conseil économique,
social et environnemental (Cese)

Troisième assemblée de la République, le Conseil économique, social et environnemental, en vertu de sa réforme de 2021, est devenu le « *carrefour des consultations publiques* ». Cette réforme est d'importance, car elle consacre l'articulation de trois niveaux d'expression démocratique : l'ancrage dans les institutions, la représentation de la société civile (les corps intermédiaires) et l'écoute de la parole citoyenne.

Elle consacre aussi le constat que la démocratie ne se limite pas aux institutions et aux processus de la démocratie représentative : élections et désignation d'un pouvoir exécutif et législatif. Loin de se limiter aux dimanches électoraux, la démocratie est d'abord une façon de vivre, de dialoguer, de décider ensemble, à hauteur d'homme, sans argument d'autorité, dans une multitude d'enceintes et de modalités, de façon directe ou indirecte, en déléguant ou en prenant la parole.

Avec la participation citoyenne, il s'agit de réunir des citoyens de tous horizons qui font société, qui parlent, agissent, vivent ensemble. Il s'agit pour chacun de donner de sa personne, en complémentarité, ou parfois en rupture, avec ce à quoi on réduit trop souvent la démocratie : le vote ou l'adhésion à un parti politique. Il s'agit de rappeler que l'essence de la démocratie, c'est la participation, sous quelque forme que ce soit, à tous les niveaux et à toutes les occasions de la vie sociale. Il n'y a pas de démocratie sans une société démocratique, sans une démocratisation permanente de la société, dans tous les domaines, comme celui de la santé.

La participation citoyenne promeut une culture de la consultation publique, une culture du débat, du consensus exigeant, du respect des opinions de chacun, sans quoi la démocratie n'est qu'un vain mot, et risque de finir dans les poubelles de l'Histoire.

Concrètement, dans les travaux du Conseil économique, social et environnemental, la participation citoyenne cherche à répondre à trois grands objectifs : dresser un diagnostic collectif, recueillir des idées nouvelles, tester l'acceptabilité sociale des préconisations les plus importantes. Pour ce faire, nous pouvons mettre en œuvre une convention citoyenne, dispositif le plus ambitieux, comme celle sur la fin de vie, qui a réuni plus de cent cinquante citoyens pendant neuf week-ends entre fin 2022 et début 2023. Nous pouvons intégrer des citoyens tirés au sort à une formation de travail, mettre en place des plateformes de consultations en ligne ou des questionnaires, ou encore organiser des ateliers-relais dans les territoires ou des journées délibératives au Conseil économique, social et environnemental, pour approfondir les résultats identifiés en amont.

Depuis le début de l'actuelle mandature, huit saisines ont été traitées avec des modalités participatives. Citons l'avis portant sur le renforcement de la participation aux élections des instances à gouvernance démocratique (1 500 réponses à un questionnaire) ; l'avis portant sur la participation démocratique et l'engagement des jeunes (12 citoyens tirés au sort intégrant la commission de travail) ; l'avis sur les métiers de la cohésion sociale (journée délibérative, enquêtes, plateforme en ligne avec 6 000 participants) ; l'avis portant sur les politiques de sobriété (journée délibérative, plateforme avec 6 000 participants).

La participation citoyenne est un exercice complexe, qui ne s'improvise pas. Au Conseil économique, social et environnemental, une direction de la participation citoyenne a été créée, un guide méthodologique rédigé. Pour la convention citoyenne, un comité de gouvernance pluraliste pilote et encadre les travaux des citoyens, dans la plus grande neutralité.

C'est ainsi que nous repousserons les frontières de la démocratie et pourrons revitaliser l'engagement politique. C'est ainsi que nous saurons irriguer, en lien avec les territoires, l'ensemble de la société, et faire de la démocratie le lien social fondamental, exercé au quotidien. 